

PERSPECTIVES DE L'HISTOIRE, PERSPECTIVES DE LA SOCIOLOGIE.

Imaginez les incertitudes devant lesquelles je me suis trouvé après les exposés précédents.

J'avais à explorer un espace dont les grandes allées avaient été parcourues par MM. Soboul et Mandrou et dont les moindres recoins avaient été piétinés par nos discussions.

Finalement, je dois reprendre la matière en question en évitant des répétitions : tâche difficile, mais il reste toujours des aspects de la question à explorer.

Premier élément : hier, nous avons discuté d'histoire et de sociologie dans un sens très général, c'est-à-dire que nous avons plutôt évoqué l'histoire en soi et la sociologie en soi. Ce que je voudrais faire plus particulièrement, c'est examiner les fonctions réelles et les fonctions possibles de ces disciplines.

Nous pouvions évidemment nous demander : l'histoire, la sociologie, cela existe-t-il ? Les paradoxes sont aisés. La gratuité d'une image est parfois riche de beaucoup d'avantages. Mais elle ne résoud rien. Il nous faut approfondir. L'expérience nous apprend que l'histoire doit exister puisqu'il y a des livres d'histoire et des gens qui se disent historiens ou sont tenus pour tels ; et que la sociologie, après tout, doit exister puisqu'il y a des livres de sociologie, des cours de sociologie et des gens que l'on tient pour sociologues. L'empirisme prouve aussi que les traces d'activité qui relèvent de ces disciplines tendent à certaines différences. Il nous faut donc chercher ce qu'il y a de réel sous l'intitulé d'historien ou de sociologue. Pour constater tout d'abord qu'il y a des aspects variables d'histoire et de sociologie selon le mode d'élaboration, le niveau de pratique et de consommation de ces produits, s'il est permis d'employer une telle terminologie.

A propos de l'histoire, il faut constater tout d'abord qu'hier, nous n'avons pas parlé de la petite histoire. Je ne voudrais pas en parler si elle n'intéressait pas de manière oblique la destinée de notre discipline par les confusions qu'elle crée, les équivoques qu'elle entretient et les conclusions pratiques que l'on peut tirer de son existence dans une réforme de l'enseignement.

En effet, paradoxe actuel, jamais l'histoire n'a été autant lue, autant « vue », autant commentée, autant consommée, alors que son dis-

crédit comme matière nécessaire à enseigner n'a jamais été aussi grand. Essayons donc de résoudre le paradoxe.

La formation technique réclamée par notre époque impose qu'un temps toujours plus considérable soit consacré à des matières « sérieuses » parce que évidemment fonctionnelles. On s'attaque donc aux matières considérées comme « les plus gratuites ». Et on s'attaque d'autant plus aisément à l'histoire que, dans notre société, toute une série de « situations historiques » sont livrées à la consommation du grand public par d'autres moyens (les mass media) que l'enseignement traditionnel. Le malheur est que dans cette optique l'histoire est le plus généralement abordée sous son aspect le plus croustillant, le plus dérisoire : la petite histoire.

Une comparaison s'impose : tandis que la petite histoire est affaire de mass media, la « petite sociologie » n'est pas pratiquée au même niveau. Lorsque la radio se mêle de sociologie, c'est généralement sous la forme de très sérieuses communications faites dans un langage qui ne concerne que les intellectuels. L'archétype de la sociologie qui se dégage de telles émissions est celui d'une discipline sérieuse, pesante, énigmatique, qui en impose même, et surtout si on se dispense d'approfondir ce qu'elle propose à l'information du public.

S'il est une « petite sociologie », on la retrouve dans les enquêtes de comportement, faites sur un mode anecdotique et familier, publiées dans les magazines : « Les Allemands et les vacances », « La Française et l'amour », « Le repas du Belge ». Mais on ne l'identifie pas comme telle. A preuve, l'expression « petite sociologie » n'existe pas.

La sociologie ne semble pas se prêter à l'illustration. Mais l'histoire, tout aussi abstraite qu'elle soit, est exposée au recours constant à une certaine documentation qui en dénature la finalité. La première semble porter sur des problèmes abstraits parce que son objet qui est la société actuelle, dispense de recourir à des représentations de la vie quotidienne qui paraîtraient banales. Dans le cas de la seconde, à un certain niveau de vulgarisation, tout incite à recourir à la reconstitution des formes singulières du passé qui *dépayse* et amuse.

Les images faciles de la petite histoire qu'on nous donne à consommer le sont sous deux aspects : les évocations par un meneur de jeu, ou les films historiques.

Dans le premier cas, la tendance dominante tend à l'exaltation des grands hommes qui ont *fait* l'histoire et de leurs exploits. Dans cette perspective, il est frappant de constater que même les défauts et les travers des grandes figures du passé sont exaltés et dédouanés. Ce faisant, les présentateurs de l'émission savent qu'ils répondent à ce que le public attend d'eux. Une sorte de flatterie indirecte du specta-

teur ou de l'auditeur qui se projette dans la destinée réussie, à sa place, du grand homme. Un personnage qui a, lui aussi, malgré tout, ses petites choses.

Le plus grand danger de telles émissions est qu'il dénature la fonction de l'histoire. Là où il devrait être question d'analyse des structures profondes de la société, d'évolution de la conjoncture, de ruptures d'équilibre ou d'évolution sociale, il ne reste que badinage et amusement. Mais on entretient l'illusion qu'on s'occupe d'histoire.

Cette impression est renforcée par l'importance des films historiques dans les loisirs. On y donne au spectateur l'impression de jeter un regard immédiat sur le passé historique. Il est vrai que les costumes, les décors, les gestes mêmes y sont. Mais en fait, rien de tout cela n'est identifiable avec la réalité profonde du passé. Je crois que nous n'avons pas l'attention suffisamment attirée sur le danger de ce genre de confusion. Danger que nous connaissons comme historiens, mais dont nous ne mesurons pas assez l'importance par l'image fautive qu'on se fait de l'Histoire à travers ses *représentations* banales du passé. On ne se privera pas, peut-être, de dire que, vraie ou fautive, l'image de tel Louis XIV joue dans la formation des spectateurs un rôle considérable puisqu'elle n'a jamais été autant perçue depuis que la télévision existe. Et on laissera entendre que ce sera la tâche des historiens de préciser la silhouette par la suite.

Que veut-on que l'historien fasse contre des *vérités* aussi irréversibles puisqu'elles semblent attestées par l'image. Il faut dire que, subissant l'ivresse que le prestige des mass media confère, les historiens se prêtent parfois au jeu. Il leur arrive de se laisser embrigader dans certaines émissions à tournure historique en infléchissant ce qui devrait être le principal selon les caprices et les réductions de l'illustration.

Dans ces circonstances, ils jouent certainement un rôle éducatif positif en intéressant à leur discipline, mais un rôle que je crois redoutable, quand ils succombent aux effets faciles du genre. Sans doute faut-il simplifier pour initier, mais il est grave de les voir parfois limiter leur exposé à l'habillage des documents qui deviennent l'essentiel. Or, leur effort devrait tendre à l'étude des décisions politiques en rapport avec les structures sociales et les composantes économiques qui peuvent exister en un espace donné, dans un temps donné.

L'organisation même des émissions radiophoniques et télévisées renforce ces tendances érodantes de la rigueur intellectuelle. En effet, nous savons que les directions des instituts radiophoniques ne se montrent sensibles à ce type de programme qu'en fonction de leur succès, ce succès étant lui-même comptabilisé en fonction du nombre de lettres enthousiastes qui y font écho. Il est bien clair que plus la dégradation sera grande, plus le fauve anonyme qu'est le public sera lissé dans le sens du poil et plus la tendance que l'on peut craindre se trouvera renforcée.

A ce propos, je voudrais évoquer une émission récente où la radio belge a invité un « marchand d'histoire » fort connu. Au cours de cette émission, celui-ci a exposé au public, sous la forme de questions et réponses, sa conception de l'histoire, du rôle de la petite histoire, de l'importance de l'anecdote, etc. L'un de ses interpellants fit observer que l'histoire telle qu'elle lui avait été enseignée était bien triste puisqu'il fallait retenir une série de dates et quantité de faits. Il se demanda si l'on ne pourrait pas faire de l'« Histoire-photo » comme on fait du roman-photo. Et l'interpellé, riche de tout le pouvoir social que lui conférait la disposition des mass media, de répondre que « bien sûr, ce serait tellement joli ». Cela se passait au cours d'une émission captée à la meilleure heure d'écoute par des milliers d'auditeurs. Quand nous savons la puissance que représente cette masse anonyme et de quelle manière elle peut être mobilisée par ceux qui le veulent, quand ils le veulent bien, nous avons des raisons de trembler pour une certaine image que l'on se fait de l'histoire et que l'on peut faire de l'histoire. C'est dans de telles circonstances, auxquelles il nous arrive de marquer un dédain exagéré, que nous pouvons vérifier la mesure dans laquelle ces sorciers de l'histoire se trouvent consacrés à la tête de l'histoire. Pourquoi en est-il ainsi ? C'est que notre société à tendance technocratique et à apparence ludique (vive la civilisation des loisirs) se veut essentiellement pratique. Elle a besoin d'alphas, de bêtas et de gammas fonctionnels, mais peu critiques. Dans ce système, un autre paradoxe apparaît. Si notre rôle est de contribuer à la formation critique, nous n'en sommes pas moins discrédités d'une certaine manière par le peu de fonction sociale qui nous est reconnue. Nous, historiens, pouvons, en effet, apparaître comme des refoulés sociaux — non pas à la manière des bourgeois d'avant la Révolution française —, mais des refoulés sociaux, dans la mesure où en choisissant l'histoire, nous avons refusé d'être mêlés à des responsabilités réelles. J'entends par là non pas nos responsabilités d'enseignant qui sont énormes, mais les responsabilités de ceux qui, dans la vie, parmi les adultes, se salissent les mains en confrontant chaque jour principes et réalités au profit des secondes, contraints toujours à battre en retraite sur les premiers. Nous, au contraire — du moins la plupart d'entre nous — nous avons « gardé les mains propres ». Mais c'est dans la mesure où nous nous sommes réfugiés dans l'histoire. Nous sommes tous un peu des voyeurs du présent, nous qui nous croyons riches d'une philosophie tirée d'une méditation sur un passé mort. Sur ce plan, nous nous heurtons à nouveau aux pragmatistes et aux techniciens prêts à mobiliser la bonne volonté de ceux qui veulent populariser l'histoire par les petits moyens que nous dénonçons. Au contraire de nous, celui qui use sa vie dans les « réalités courtes » du quotidien, cherche dans l'histoire un divertissement qui rejoint dans ses formes le genre mineur que nous croyons pouvoir dénoncer. Ainsi, s'élabore une coalition singulière entre les tenants de la petite histoire et ceux qui peuvent influencer, de proche en proche, par un subtil système de consentements successifs et diffus, l'organisation de l'enseignement. Dans cette perspective, l'évolution des

choses apparaît évidente : l'histoire étant ramenée à des proportions dérisoires, mieux vaut l'élaguer des programmes pour s'en tenir aux choses sérieuses. Ce faisant, on fait coup double, puisque le péril qu'elle suppose, par la formation critique qu'elle donne, est conjuré. Il ne s'agit évidemment pas là d'un sinistre complot, mais d'une évolution imaginable, si l'on n'y prend garde, parce qu'elle est dans l'ordre des choses. C'est ce qui fait dire à Monsieur Busino : « Le combat que vous menez pour l'histoire telle que vous la concevez est un combat d'arrière-garde et vous êtes condamnés. » Je suis tout à fait d'accord avec lui si la société où nous sommes est elle-même vouée à ne pas changer.

La conception que nous avons de l'histoire est peut-être condamnée. Mais lorsqu'on a la conviction de défendre quelque chose de juste, à l'échelle de sa propre existence, qui est bien courte, il est tout à fait justifié de le faire, même si au niveau de la société globale où l'on est, ce combat risque un sort difficile. C'est une forme de respect de soi-même et non un goût pervers et morbide de l'absurde que de dire : « Si ce combat est perdu à long terme, le sens qu'il a m'oblige à me battre pour cette juste cause plutôt que de prendre les devants et de consentir à l'inéluctable. »

J'en arrive maintenant à l'enseignement de l'histoire. Vous savez mieux que moi que, sauf peut-être à l'Université, ce ne sont pas les professeurs qui décident de l'enseignement. Notre société, comme toute société, met en œuvre un système de prise de décision qui aboutit à codifier ce que doit être l'histoire à enseigner. Bien sûr, nous savons que chaque professeur se sent chacun à sa manière, braconnier par rapport aux directives du ministère et aux indications de l'inspecteur. Ainsi, chacun travaille dans une certaine mesure, selon son tempérament et sa conception des choses. Mais il reste cette codification et les traces communes qu'elle laisse dans les enseignements par-delà les différences individuelles. J'ignore ces démarches intermédiaires, mais, en homme pratique, j'essaierai de juger de la chose à ses résultats.

L'histoire est là, dès l'école primaire. C'est à la fois un bien et un mal. Un bien si l'on pense que cette discipline ne s'assimile qu'à la suite d'une longue sédimentation qui ne commence jamais assez tôt.

C'est peut-être un inconvénient si l'on admet qu'il est très difficile d'avoir une notion intuitive du temps avant un certain âge.

J'ai sur ce point des vues qui diffèrent quelque peu de celles d'Albert Soboul. Je ne pense pas, en effet, que les jeunes ont tendance à projeter dans le passé des éléments de la société dont ils font partie. Je crois, au contraire, que, s'il leur faut remonter le cours du temps, ils rejettent l'ensemble des sociétés qui précèdent la leur dans un même ensemble plat et achronique. Les jeunes — c'est de leur âge, mais le phénomène est ressenti avec plus de vigueur actuellement que jamais en raison de la vitesse à laquelle la société évolue — se

sentent frappés d'incommunicabilité à l'égard de tout ce qui les précède, et ce dès la génération de leurs parents. A l'Université même, les étudiants ne s'en dégagent que lentement.

C'est précisément pour rencontrer une telle carence qu'il me paraît nécessaire d'enseigner l'histoire le plus tôt possible. Mais la médaille a ses revers. Sans doute faut-il simplifier à la mesure de la compréhension des enfants auxquels on s'adresse. Mais à quelles simplifications n'a-t-on pas recouru ? A quels archétypes et à quels mythes n'a-t-on pas abouti ? Ainsi, Léopold II qui libère les pauvres Congolais de l'esclavage sans qu'il soit évidemment expliqué dans quels plans généraux cette philanthropie s'insérerait. Ainsi, dans la série des souverains belges, Léopold III disparaît sans explication dans la trappe de l'histoire.

Peut-on donner à cet âge plus d'explications ou d'autres explications que celles qui se réduisent à une certaine hagiographie ou à certaines images d'Epinal ? Il reste que, bien souvent, la non-explication, donc l'anti-explication, s'installe en forme de vérité historique.

Je voudrais rapporter un autre exemple qu'il m'a été donné de découvrir dans un cahier d'histoire d'écolier : il existerait une entité politique « in se » appelée Benelux où « au nord, on parle néerlandais, au sud français, à l'est allemand ». Dans ce cas, il ne s'agit évidemment plus de simplifier l'histoire au niveau de ceux à qui elle est destinée, mais on la complique sans crainte pourvu que le Benelux apparaisse comme une réalité. A ce niveau, l'histoire reste conçue comme elle l'était, très près de ses origines, pour l'exaltation de la grandeur du prince, c'est-à-dire, dans le contexte de notre temps, pour celle de la politique officielle. Faut-il qu'elle garde ou non de telles fonctions ?

Doit-elle être engagée et si oui, dans quel sens ?

Passons au deuxième palier, celui de l'enseignement secondaire.

Je m'en voudrais, connaissant mal toutes les nuances de son évolution, d'en faire une critique qui risque d'être aberrante. Mais je voudrais revenir à l'enthousiasme qui a littéralement transporté notre assemblée tantôt, lorsqu'on a cru discerner le parti qu'on pourrait tirer d'interviews par lesquelles des élèves enregistreraient les souvenirs de vieilles personnes sur des événements et des genres de vie qui risquent de s'effacer à jamais. Il est vrai que voilà des possibilités intéressantes, mais je crains qu'en fin de compte on ne perde de vue la fonction essentielle de l'histoire qui devrait être politique et globale. J'en suis d'autant plus inquiet que, d'une part, l'approche historique se fait de manière très empirique au cours des deux premières années de l'enseignement secondaire et que, d'autre part, on risque de plus en plus de supprimer cette discipline des deux dernières années de cet enseignement, alors même que les jeunes atteignent à une certaine maturité

sociale et se passionnent (moment de grâce dont il faut les décourager ?) pour l'actualité politique. Voilà pourquoi je me méfie des gadgets, des mirobolantes tentations du matériel concret qui risquent de nous détourner du principal. On va lancer les élèves dans une série d'expériences qui seront très intéressantes. Mais au terme de l'affaire, on aura, (qu'on l'ait voulu ou non, — et c'est en cela que les structures de la société distillent des décisions conformes à leur bon fonctionnement) confisqué ce qui, à mes yeux, justifie l'histoire. Ce qui me paraît la justifier, c'est la compréhension du mouvement profond des sociétés, du dialogue permanent de chaque homme avec celles-ci et des dirigeants avec les structures dont ils émanent.

Si nous nous abandonnons à notre enthousiasme de tantôt, nous ferons de l'enquête sérieuse. Un certain complément d'illusion nous sera donné puisqu'à notre tour nous pratiquerons selon les méthodes des mass media. Mais, par là même, la suppression de l'essentiel aura peut-être été accomplie.

J'en arrive au dernier niveau : celui de l'enseignement de l'histoire à l'Université. Je ne vous apprends pas grand-chose en vous disant qu'il disparaît des programmes à une vitesse extraordinaire, dans des circonstances exemplaires sur lesquelles nous, historiens, avons peut-être intérêt à nous pencher.

La suppression d'un nombre croissant de cours d'histoire est liée à une conception de plus en plus technocratique de l'enseignement supérieur. Paradoxe : l'accélération du processus est lié aux événements de 1968. Que s'est-il passé alors ? Dans un premier temps, se produisit un mouvement que tout le monde ressentait, qu'il fût d'accord ou non, comme libertaire. Le recul du temps nous permet de nous demander si le besoin de liberté proclamé alors ne correspondait pas plutôt, à la manière de ce qui se passa en 1848, à un mouvement de recul avant le passage à un autre niveau technique de la société. Il exprime peut-être l'angoisse devant la société hypertechnique, écrasante et frustrante qui s'annonce. Cet effroi se traduit apparemment par une affirmation saccageuse contre l'ordre ancien. Mais, en fait, en croyant faire crouler les vieilles structures dans une société inchangée, à qui ouvrit-on la voie et à quoi ? Non pas aux représentants des anciennes structures condamnées, mais aux saint-simoniens de ce siècle, c'est-à-dire à ceux qui vont faire régner les techniques dont, au fond de soi, on entrevoit le triomphe.

Après les assemblées libres de 1968, chacun ayant dit ce qu'il avait à dire, on se mit à travailler *sérieusement*, en mettant en présence professeurs, chercheurs et étudiants. Les débats allaient être longs. Mais, entre-temps, la représentation des étudiants changeait. Ceux qui avaient donné les coups de boutoir à l'Ancien Régime s'étaient lassés. Une nouvelle vague d'interlocuteurs prenait leur relève. Ces gens *sérieux* parlaient un tout autre langage que les précédents. Le langage

de futurs techniciens qui exigeaient d'obtenir le meilleur des diplômes, c'est-à-dire le plus rentable dans le sens strictement professionnel du terme. On renforcerait l'enseignement des mathématiques et des statistiques surtout dans les sciences humaines. Cette forme de *renouvellement* de la formation professionnelle, sans la formation générale, que l'on réclamait, portait nécessairement atteinte à l'enseignement de l'histoire.

Le cycle était bouclé. L'histoire était évincée de la formation des cadres. Implicitement, elle trouvait une juste place parmi les curiosités qui caractérisent la civilisation des loisirs.

Ambiguïtés d'une discipline dont le portrait devenait caricatural au moment même où, par la mise en œuvre de techniques de plus en plus nombreuses et de plus en plus nuancées, elle débouchait sur des questions inexplorées jusqu'alors, questions dont la solution pourrait contribuer considérablement à la prise de conscience de la société actuelle. Ceci nous ramène au rôle que nous devons jouer comme historiens dans la société. Le mandat d'enseignant, d'historien, que nous recevons est défini par diverses autorités. Pour répondre à quels buts ? Ceux qui satisfont aux objectifs implicites de l'employeur, c'est-à-dire la société elle-même, en dernière analyse ? Ceux que les enseignants eux-mêmes définissent à partir d'un mandat supérieur de formation éthique et philosophique qu'ils se donnent à eux-mêmes ? Ou d'une finalité qui se définit à la frontière subtile entre ces deux ordres de préoccupations contradictoires ?

C'est un problème très important sur lequel nous sommes peut-être passés un peu vite. Il touche cependant à l'essence de notre profession.

J'ai évoqué très rapidement le rôle des historiens, différents styles d'histoire, niveaux d'histoire, apparences d'histoire, une histoire souvent recherchée et pas toujours pratiquée. Demandons-nous ce que tous ces aspects de l'histoire, bons ou mauvais, ont en commun. Rejoignant Albert Soboul sur ce point, je dirais qu'ils se caractérisent par leur style narratif pour faire évocation du passé. Quant au *style narratif*, il ne s'agit évidemment pas de récit. L'exposé historique prend simplement cette forme pour appréhender de la manière la plus heureuse une *succession* d'événements liés entre eux par un jeu d'enchaînements variables. Le fond du problème tient évidemment à l'analyse de ces derniers, mais le facteur chronologique impose ce mode d'exposé.

Quant à l'analyse elle-même, pour ce qui est de l'enseignement que vous avez à donner, à partir de quand et jusqu'où les enchaînements sont-ils évidents ? Quel est le rôle des structures puisque structures il y a, la sociologie nous ayant montré qu'elles existent ? Nous sommes au nœud même de la problématique historique. Dans quelle mesure la nature de l'enseignement permet-elle d'ouvrir le débat ? Ou faut-il que

nous renoncions à toute discussion pour proposer une solution *technique*, tolérante, mais équivoque. Au carrefour des options que l'on peut prendre, on retrouve finalement trois grandes voies :

D'une part, un type d'explication qui accorde malgré tous les apports modernes une part prépondérante au singulier, à la péripétie. La distance n'est pas grande en dernière analyse entre cette conception des choses et celle de la petite histoire. L'une ne diffère de l'autre que par son objet. Elles ont en commun un certain regard sur les choses.

Une seconde voie consiste à mobiliser les explications de type marxiste (abstraction faite des querelles de chapelle qui peuvent se manifester à l'intérieur de cette école de pensée). Mais ouvrir le débat sur ce point, n'est-ce pas violer un énorme tabou ?

Enfin, il est possible de recourir aux schèmes proposés par les données de la sociologie moderne et même, par un abus qui dénature l'histoire, d'identifier celle-ci avec la sociologie.

Il est nécessaire, je crois, de distinguer strictement l'une de l'autre. Tout y contribue. L'histoire de l'Histoire, la sociologie de l'Histoire, l'histoire de la Sociologie et la sociologie de la Sociologie.

L'histoire de l'Histoire : on oublie parfois quelle a été la fonction première de l'histoire, et, quelle qu'ait été l'évolution intermédiaire, on oublie parfois combien notre société est profondément imprégnée d'un héritage qui peut remonter très loin. Nous sommes prisonniers dans une certaine mesure de cet héritage. Si loin que l'on remonte dans le passé, l'homme manifeste le besoin spontané de conserver et de transmettre les faits qui frappent son imagination et qui nourrissent son expérience. Cela est vrai, même dans les sociétés de cueillette et de chasse. Au stade suivant, l'histoire sert à exalter le prince, c'est-à-dire l'Etat, construction par laquelle le pouvoir cherche à perpétuer son équilibre interne. Une certaine conception de l'histoire actuelle maintient ces conceptions primitives des choses : histoire-récit, histoire-louange.

Est-ce une raison suffisante pour supprimer tout récit de l'histoire, pour réduire celle-ci à des formes ou à des structures sans que le mouvement qui les secoue soit mis en évidence autrement qu'en termes de mutation formelle ?

C'est ainsi que l'on pourrait décrire un dix-huitième siècle français quasi immobile jusqu'à la Révolution, un dix-huitième siècle où l'Ancien Régime porte en lui, formalisés une fois pour toutes les vices qui le condamnent sans qu'on ne montre la fermentation permanente qui crée le déséquilibre dont la Révolution sera le produit. De même, la période révolutionnaire pourrait être coulée dans un schème commun, sociologique ; mais il y manquerait les extraordinaires ruptures d'équilibre qui ont fait la singularité de son développement.

On sent tout le néant des conclusions auxquelles mènent de telles formalisations. Des formalisations dont la sociologie (ou plutôt une certaine sociologie — mais c'est la sociologie qui triomphe en fait) est si friande.

De telles simplifications justifieraient — objectivement — la suppression des cours d'histoire. Face à eux, ceux de sociologie auraient le mérite apparent d'*embrayer* sur le présent, sur le réel.

Redoutable pari. Il faut le mettre en doute si l'on pense que les sociétés qui furent les plus disloquées par des révolutions profondes (France, Russie, Chine) ont gardé, par-delà les péripéties qui ont mis leurs héritages d'un passé contesté en péril, une volonté d'assimiler certains aspects culturels de ce même passé. Une telle attitude est plus que l'effet d'un hasard. Dans un autre sens, en effet, des sociétés sans passé épais (U.S.A., Australie, Nouvelle-Zélande) éprouvent une profonde nostalgie des références culturelles qu'elles ignorent. Elles les reconstituent parfois de manière sommaire (le mythe du cow-boy aux U.S.A.), mais restent fascinées par une certaine culture européenne dont elles se sentent procéder.

La sociologie de l'Histoire nous montre que faire un choix entre l'histoire *narrative* et l'histoire *sociologisée* n'est pas pure affaire d'idées ou de mode. Narrer l'histoire (dans le sens où Soboul l'entend et auquel je me rallie) c'est admettre qu'à tous les stades du développement d'une société, les options peuvent être prises qui supposent des risques et des responsabilités. Effacer les péripéties, c'est réduire le développement historique à un processus inéluctable, c'est proposer à l'Homme la résignation comme modèle de comportement.

Les enseignements que l'on peut tirer de l'histoire de la sociologie et la sociologie de la sociologie nous confirment tout le péril d'une telle option.

La sociologie est très récente. C'est ce qui porte à la rendre séduisante. Elle est née avec la société dans laquelle nous sommes. Depuis lors, les concepts qu'elle a mis en place, les notions qu'elle manipule (même s'il y a des sociologies très contestataires), se sont élaborées à l'intérieur du système de valeurs de notre société et, par conséquent, elles sont objectivement consacrantes de cette société. Les solutions critiques qui peuvent être opposées aux incohérences que les sociologues mettent en évidence, se tirent d'une autre perspective, celle que fournit précisément l'histoire en donnant à chaque société et aux valeurs qu'elle met en place une spécificité tirée de son ordonnance propre.

De ce point de vue, la formalisation de situations historiques et leur comparaison en vue de les identifier, démarche qui s'apparente à la démarche sociologique, risque de créer de redoutables confusions, et de faire perdre de vue la cohérence interne de chaque société et la

part des facteurs spécifiques et constants qui colorent leur transformation. Parmi ces facteurs la conjoncture joue un rôle considérable. Seule, l'histoire permet de telles prises de conscience. Les sociologues sont, en effet, portés à raisonner sur des courts termes, dans une société sans grand recul. Ils approfondissent peut-être la perception du présent. Ils la privent de dimensions et de références primordiales.

Une autre insuffisance, pour le propos qui nous intéresse, de la sociologie me semble procéder de ce qu'elle est amenée à négliger un facteur essentiel de la méditation historique. Je veux parler des crises, des circonstances où l'Homme, où tout homme est brusquement confronté à l'exceptionnel. Par la nature même de ses préoccupations, le sociologue tend en fait à mettre en évidence les comportements de l'*Homme constant* dans un « temps déspecifié ». Je ne dis pas que tous les sociologues agissent ainsi. Je crois pouvoir dire qu'ils ont tendance à le faire et que c'est cette tendance qui s'impose dans notre société.

Nous savons cependant que, quels que soient les changements techniques et sociaux qui se produisent, l'histoire qui, jamais, ne se répète dans les faits singuliers, fait ressurgir quantité de situations tout à la fois identiques et différentes de celles auxquelles on peut les rapporter. Cela entraîne réflexion. Réflexion critique. Celle qui justifie tellement notre discipline.

R. DEVLEESHOUWER.